

Eure

Fadila Benamara, maire adjointe de Val-de-Reuil. « La mise à mort de cinq générations de collégiens »

LA DÉPÊCHE - LOUVIERS | vendredi 15 décembre 2017

831 mots



Fadila Benamara était très remontée, et serrée de près, lundi matin !

Fadila Benamara, adjointe au maire de Val-de-Reuil, est l'une des plus ferventes opposantes à la fermeture du collège Mendès France à Val-de-Reuil. Elle a été de toutes les actions depuis le printemps 2016 et logiquement, elle était encore là, lundi 11 décembre, pour exprimer son mécontentement aux élus du conseil départemental. Républicaine dans l'âme, elle s'est toujours refusée au conflit direct. Alors lorsque les forces de l'ordre lui ont fait comprendre qu'elle ne pourrait pas assister à la séance, pourtant normalement publique, devant entériner la fermeture du collège roivalois, elle ne s'est pas démontée et s'est mise en nuisette pour montrer, sans pour autant devenir une Femen, son désaccord.

Le miracle n'a pas eu lieu

Trois heures plus tard, elle était encore là, devant les policiers qui interdisaient d'entrer, espérant un miracle qui n'a pas eu lieu.

Logiquement, lorsque la (mauvaise) nouvelle a été confirmée, par notamment Gaëtan Levitre, le conseiller départemental d'Alizay, elle a laissé éclater sa colère.

« Je n'aimerais pas être à la place des 31 qui ont voté pour cette foutue carte scolaire. J'aurais honte à leur place d'être un élu de la République. » Dans les mots crus de Fadila Benamara, c'est tout le désespoir d'une ville, voire d'une agglomération qui transpire. **« Comment peut-on être aussi mauvais et capable de mensonges éhontés comme on en a entendu depuis 16 mois à propos de cette fermeture. À l'arrivée on sait pertinemment que tout ce qui a été produit par le conseil départemental est faux. Le numerus clausus des 56 collèges ? C'est faux, le recteur de l'académie, le ministre Blanquer nous l'a signifié vendredi dernier en direct devant la presse ! Tout cela a été monté sur une série de mensonges successifs. Est-ce parce que l'agglo Seine-Eure est un territoire dynamique, plus peut-être que celui d'Évreux ou de Vernon, je n'en sais rien. Toujours est-il qu'on est**

en train d'orchestrer la mise à mort de Val-de-Reuil, de Louviers, de Pont-de-l'Arche et de toutes les communes alentour pour mettre 700 gamins dans des bus à la rentrée. Et on appelle cela de la mixité ? Sur les sièges du bus ? »

Sacrifier 700 gamins de l'agglomération

Car concrètement, en ne validant pas le schéma mis en place par la ville de Val-de-Reuil, malgré des résultats scolaires encourageants, ce sont des années de travail qui sont mises à mal. C'est très dur à entendre pour Fadila Benamara qui vit au quotidien dans la ville nouvelle. **« Nous, on a construit concrètement la mixité sociale. 2 000 logements, 2 000 emplois pour l'agglomération Seine-Eure et à l'arrivée un Conseil départemental décide en dépit du bon sens de sacrifier 700 gamins de l'agglomération et l'État ne peut rien ? Le ministre de l'Éducation nationale ne peut rien ? Le gouvernement ne fait rien ? C'est innommable ! 46 personnes, qui ne savent même pas de quoi elles parlent, vont organiser la mise à mort de cinq générations de collégiens. On est écoeurés. »**

Cette session plénière fut aussi l'occasion de vérifier que tous les élus de l'agglomération ne partageaient pas ce qui semblait pourtant être la pensée unique entre Louviers et Val-de-Reuil.

Bruno Questel et Hafidah Ouadah

Ainsi, Bruno Questel, le conseiller départemental et député de la 4^e circonscription, s'est prononcé en faveur de la nouvelle carte scolaire. Tout comme Hafidah Ouadah, la conseillère départementale lovérienne, ce alors que son binôme Daniel Jubert s'est prononcé contre. De quoi énerver un peu plus Fadila Benamara : **« Que ceux qui ont voté pour la fermeture, comme Bruno Questel ou Hafidah Ouadah, aillent au diable. C'est de l'irresponsabilité politique. À leur place, je démissionnerais sur le champ. Si Madame Hafidah Ouadah, lovérienne qui connaît bien sa ville, est foutue d'envoyer au casse-pipe les gamins de l'agglomération, cela veut dire qu'elle n'a rien compris à son rôle d'élue. Qu'elle retourne planter des carottes si le cœur lui en dit mais qu'elle arrête de faire de la politique. Et qu'elle vienne donc dire aux parents qui sont dehors comment elle voit la mixité sociale. »**

Un vœu qui ne risquait pas de se réaliser. Les conseillers départementaux avaient en effet encore de longues heures à passer dans l'hôtel du département avant de ressortir... directement par le parking en voiture le plus généralement !

Patrick Auffret